

Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2008

Magali Flachère, division Salaires et revenus d'activité, Insee

La population des travailleurs indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services (hors professions libérales de santé) atteint en 2008 1,6 million en France métropolitaine et dans les DOM. Leur revenu d'activité moyen est de 28 400 € par an, mais pour 13 % d'entre eux, il est nul ou négatif. Entre 2007 et 2008, le revenu moyen diminue en euros constants de 3,4 %. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la finance et assurance, de l'immobilier, et les professions juridiques. Si l'on se restreint aux non-salariés ayant démarré leur activité avant 2007 et la poursuivant après 2008, le revenu moyen progresse de 1,1 % en euros constants entre 2007 et 2008.

En 2008, 1,6 million de personnes travaillent comme indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en France métropolitaine et dans les DOM (ce dénombrement ne comprend pas les 800 000 agriculteurs et professions libérales de la santé). Le secteur des services est le plus important (46 %) suivi de celui du commerce (26 %), de la construction (17 %), et enfin de l'industrie (5 %). La population des indépendants est très hétérogène en termes de revenu et de niveau de qualification. Par exemple, les professions libérales, environ un cinquième des non-salariés des services, rassemblent avocats, architectes, experts-comptables, consultants, professionnels de la finance et de l'assurance, qui requièrent nécessairement une qualification élevée. Enfin, un peu plus d'un quart des non-salariés sont des femmes, contre 48 % des salariés du public et du privé. En 2008, 225 000 indépendants ont aussi été salariés la même année, soit parce qu'ils ont changé de statut en cours d'année (c'est notamment le cas des créateurs d'entreprise), soit parce qu'ils ont cumulé simultanément ces

deux statuts. Cette pluriactivité est plus fréquente dans certains secteurs ; elle concerne une personne sur quatre dans l'enseignement et l'action sociale et une sur cinq dans l'information-communication, contre une sur trente dans le commerce pharmaceutique.

De grandes disparités de revenus

En 2008, les non-salariés ont retiré de leur activité non salariée 28 400 € en moyenne (*tableau 1*) ou 32 800 € en excluant les rémunérations nulles (les rémunérations négatives sont considérées comme nulles - *sources*). Environ 13 % d'entre eux déclarent un revenu négatif ou nul (*encadré 1*), la moitié perçoit un revenu inférieur ou égal à 16 300 € et 10 % dégagent un revenu supérieur à 64 100 €. Les revenus d'activité sont plus dispersés chez les non-salariés que chez les salariés. Ainsi, l'écart interquartile des revenus d'activité des indépendants (rapport entre le revenu plancher des 25 % les mieux payés et le revenu plafond des 25 % les moins payés) est de 7,3 alors qu'il n'est que de 2,6 pour le revenu salarial des salariés (*définitions*). Le dernier décile du revenu d'activité des non-salariés est supérieur de 91 % à celui des salariés alors que pour la médiane, cet écart est de 3 % en faveur des salariés. Les non-salariés se distinguent ainsi des salariés par le poids des hauts revenus et par l'existence de revenus négatifs ou nuls, alors que les revenus médians sont comparables. La moyenne est donc peu révélatrice de la grande hétérogénéité qui règne au sein de la population non salariée, tant entre secteurs d'activité qu'au sein de chacun d'entre eux.

Le secteur d'activité est d'ailleurs le premier facteur de disparité : les revenus moyens varient de 14 400 € dans les activités de spectacle ou 18 100 € dans le commerce de détail à 90 100 € pour les pharmaciens et 99 600 € pour les juristes. Les professionnels de la finance (57 700 €) et les autres professions libérales (architectes-géomètres, experts-comptables, consultants - 48 800 €) se situent au-dessus de la moyenne. Les métiers de bouche (boulangers, bouchers, charcutiers...) et les artisans du BTP

INSEE
PREMIERE

1 Niveaux et dispersions des revenus d'activité (y compris revenus nuls) en 2008

Secteur d'activité	Revenu d'activité (euros)		Proportion de revenus nuls (%)	Rapport interquartile	Rapport D9/Me	Répartition de la population (%)
	Moyen	Médian				
Services	30 500	14 800	13,7	7,7	4,8	46,3
Arts, spectacles et activités récréatives	14 400	4 500	19,8	24,3	6,8	1,8
Conseil et autres services aux entreprises	29 600	16 200	17,3	12,6	4,6	8,5
Enseignement et action sociale	16 100	9 700	11,8	7,2	3,7	3,1
Finance et assurance	57 700	37 300	13,0	8,1	3,6	1,6
Hotels-café-restaurants	20 300	13 200	15,0	5,8	3,2	9,5
Immobilier	25 300	11 300	29,6		5,6	2,3
Information et communication	29 100	15 200	18,8	18,9	4,8	2,3
Professions juridiques	99 600	56 300	3,0	4,2	3,9	3,3
Transport de voyageurs et taxi	16 800	12 700	4,7	2,3	2,4	1,8
Transport autre	30 600	20 300	12,7	4,0	2,8	1,6
Autres professions libérales	48 800	31 700	10,0	5,4	3,5	3,4
Autres services aux particuliers	14 500	10 700	9,6	4,1	2,6	7,1
Construction	28 400	21 200	7,3	3,2	2,7	17,3
Industrie	26 100	16 600	10,6	6,3	3,6	5,4
Commerce	25 800	14 600	12,8	8,8	4,1	26,0
Commerce automobile	25 200	18 100	11,6	4,2	2,9	2,8
Commerce de détail	18 100	9 900	13,4	10,9	4,0	14,6
Commerce de gros	29 200	16 600	19,8	14,5	4,3	3,9
Commerce pharmaceutique	90 100	75 200	2,8	2,9	2,3	1,5
Métiers de bouche	27 200	21 000	7,3	3,3	2,6	3,2
Indéterminé	28 000	13 000	32,6	-	5,6	5,0
Ensemble	28 400	16 300	13,2	7,3	3,9	100,0

Lecture : dans le secteur du commerce automobile, les 25 % des revenus d'activité les plus importants sont 4,2 fois plus élevés que les 25 % les plus faibles (rapport interquartile) ; les 10 % des revenus d'activité les plus importants sont 2,9 fois plus élevés que les 50 % les plus faibles (rapport D9/Me).

Champ : France entière.

Source : Insee, base non-salariés.

se situent à un niveau intermédiaire avec respectivement 27 200 € et 28 400 €. Ces disparités entre secteurs renvoient, pour une large part, aux qualifications nécessaires pour exercer ces activités, mais pas seulement. Au sein d'un même secteur les disparités de revenus sont plus ou moins marquées : chez les taxis ou dans la pharmacie, le rapport interquartile est inférieur à 3 alors qu'il est de 14,5 dans le commerce de gros et de 18,9 dans l'information et communication. La forte dispersion dans le haut de la distribution des revenus d'activité se vérifie pour plusieurs secteurs, notamment l'immobilier, le commerce de gros et l'information et communication, qui affichent un ratio 9^e décile/médiane supérieur à 4 (2 chez les salariés).

L'ancienneté paye

L'ancienneté de l'entreprise (*définitions*) est un autre déterminant du revenu d'activité : l'effet de l'ancienneté est le plus marqué dans les services et le plus faible pour le BTP. Le commerce se situe dans une position médiane (*graphique*). Comparée à

une entreprise ayant entre cinq et dix ans d'expérience, une entreprise créée dans l'année procure à son dirigeant, toutes choses égales par ailleurs (*encadré 2*), un revenu d'activité inférieur de 117 %, ce qui est révélateur d'une forte proportion de revenus négatifs (un tiers). Le revenu d'activité potentiel est inférieur de 34 % pour les entreprises ayant entre un et cinq ans d'ancienneté. Toujours par rapport à une entreprise ayant entre cinq et dix ans d'ancienneté, le revenu d'activité potentiel est supérieur de 18 % pour celles entre dix et vingt ans, pour finalement atteindre 53 % chez celles de plus de vingt ans. La différence de revenu d'activité entre hommes et femmes est significative. Les femmes non salariées perçoivent un revenu inférieur de 34 % à celui des hommes, toutes choses égales par ailleurs. Parmi les éléments non pris en compte ici, mais qui peuvent expliquer cet écart en faveur des hommes, figure très probablement le temps de travail. Le revenu d'activité dépend peu de l'âge pour les moins de 50 ans. En revanche, les plus de 50 ans et surtout les plus de

Encadré 1

Le revenu nul : une spécificité chez les non-salariés

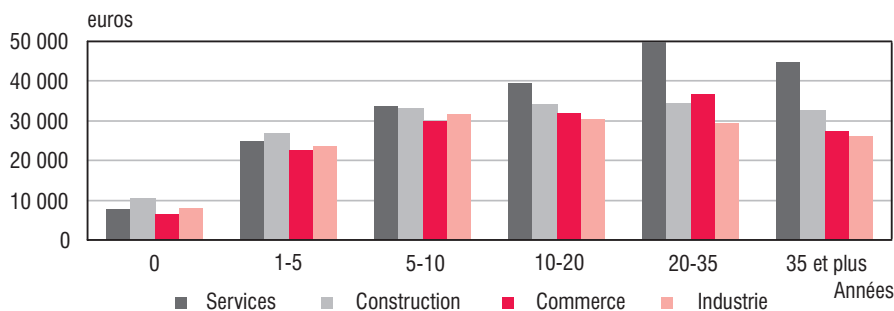
En 2008, un peu plus de 13 % des non-salariés ont déclaré un revenu nul. Cette proportion dépend du secteur d'activité, mais aussi et surtout de l'ancienneté de l'entreprise. Ce taux, très fort la première année de l'entreprise (33,4 %), diminue avec l'expérience pour atteindre un minimum de 7,3 % au-delà de 20 ans d'ancienneté. Toutes choses égales par ailleurs, une entreprise créée dans l'année a 5 fois plus de chances d'avoir un revenu nul qu'une entreprise ayant plus de 10 ans d'ancienneté.

La pluriactivité est un autre déterminant de la probabilité d'avoir un revenu nul, puisque les non-salariés ayant aussi exercé une activité salariée ont, toutes choses égales par ailleurs, 4 fois plus de chances de déclarer un revenu d'activité non-salarié nul.

Enfin, le fait d'être une femme, d'habiter en Île-de-France ou d'avoir plus de 50 ans favorise aussi, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'avoir un revenu nul. Il en est de même lorsque le non-salarié a le statut de gérant majoritaire de société et non pas celui d'entrepreneur individuel. En effet, chez les gérants, la proportion de revenus nuls est de 18,5 % contre 10,5 % chez les entrepreneurs individuels. La raison est plutôt à chercher dans les caractéristiques du statut : pour les gérants, un revenu d'activité nul peut résulter soit d'un exercice réellement déficitaire, soit d'un arbitrage en faveur d'une rémunération en dividendes plutôt qu'en revenu d'activité. Cet arbitrage n'est pas possible pour les entrepreneurs individuels : un revenu négatif ou nul reflète vraiment un déficit de leur compte d'exploitation.

60 ans gagnent significativement moins que les plus jeunes. Enfin, travailler en Île-de-France est bénéfique : les Franciliens gagnent, toutes choses égales par ailleurs, 36 % de plus que les non-salariés des autres régions. Les revenus évoqués jusqu'à présent résultent de la seule activité non salariée, mais 13 % de ces professionnels ont exercé simultanément une activité non salariée et une activité salariée en 2008. Le revenu que ces pluriactifs retirent de leur activité non salariée est, toutes choses égales par ailleurs, inférieur de 66 % à celui des autres non-salariés, leur activité

Revenu d'activité par secteur en 2008 selon l'ancienneté de l'installation



Lecture : dans les services, le revenu d'activité est en moyenne de 24 700 € entre 1 et 5 ans d'ancienneté contre 49 900 € entre 20 et 35 ans d'ancienneté.

Champ : France entière.

Source : Insee, base non-salariés.

Encadré 2

Modèles retenus

Deux modèles sont ici utilisés. Le premier permet d'étudier les déterminants du revenu d'activité. Comme la variable expliquée (le revenu d'activité) n'est observable que pour les revenus strictement positifs, le modèle utilisé est un Tobit simple. Le second consiste en une régression logistique et modélise la probabilité pour un non-salarié d'avoir un revenu négatif ou nul.

Tous les deux fournissent des résultats à interpréter « toutes choses égales par ailleurs », c'est-à-dire en analysant l'impact d'une variable en considérant les autres comme fixées. Les variables retenues sont les suivantes : le secteur d'activité, l'ancienneté, l'âge et le sexe, mais aussi la localisation, l'origine de la création de l'entreprise, le fait d'être gérant ou non, ou d'être pluriactif.

salariée limitant forcément le temps consacré à leur entreprise. Cependant au final, leur revenu total dépasse celui des seuls non-salariés puisqu'ils gagnent en moyenne 44 400 € contre 30 200 €.

2007 - 2008 : baisse du revenu moyen

Entre 2007 et 2008, le revenu moyen d'activité des non-salariés de l'industrie, de la construction, du commerce et des services a diminué de 3,4 % en euros constants (tableau 2). Cette baisse provient, d'une part, d'une proportion plus élevée de revenus négatifs ou nuls (13,2 % après 12,5 % en 2007), et d'autre part, de la diminution du revenu moyen des non-salariés déclarant des revenus strictement positifs (- 2,2 %). Au cours de la

même période, le revenu salarial moyen des salariés est resté stable en euros constants.

Les conjonctures sectorielles, sans dynamisme, reflètent le contexte de crise économique qui touche la France en 2008. Cependant, alors que pour l'ensemble de l'économie, l'industrie est la plus touchée, pour les non-salariés, ce sont les services qui affichent la plus forte baisse de revenu

d'activité (- 4,9 %, avec des creux à - 8,7 % pour les professions juridiques, - 9,2 % dans la finance et assurance, et - 12,8 % dans l'immobilier). Viennent ensuite la construction (- 2,1 %), le commerce (- 1,8 %) et enfin l'industrie (- 1,3 %). À l'inverse, quelques secteurs affichent une hausse des revenus moyens, comme les arts, spectacles et activités récréatives (+ 4,7 %), l'information et communication (+ 4,1 %) ou encore le commerce de détail (+ 1,2 %).

Comparées à celles des salariés, ces évolutions sont bien plus fortes, tant à la baisse qu'à la hausse : par exemple, le revenu salarial diminue de 1,2 % chez les salariés de la finance et assurance, de 2,3 % dans l'immobilier et reste stable dans le commerce de détail.

Les créations et disparitions d'entreprises expliquent une part importante de la baisse de revenu. Si l'on se restreint aux non-salariés ayant débuté leur activité avant 2007 et la poursuivant après 2008, le revenu moyen progresse de 1,1 % en euros constants entre 2007 et 2008. Ceux-ci représentent environ 72 % de la

② Évolution en euros constants entre 2007 et 2008 du revenu d'activité des indépendants par secteur

en %

Secteur d'activité	Taux de croissance		Évolution de la proportion de revenus nuls	Évolution de l'écart interquartile	Évolution du rapport D9/Me
	Avec les revenus nuls	Sans les revenus nuls			
Services	- 4,9	- 3,4	7,7	9,6	4,8
Arts, spectacles et activités récréatives	4,7	5,1	1,6	1,5	9,2
Conseil et autres services aux entreprises	- 3,0	- 1,6	7,5	14,5	5,4
Enseignement et action sociale	1,4	1,5	0,9	1,0	- 1,0
Finance et assurance	- 9,2	- 7,4	14,9	20,2	9,2
Hotels-café-restaurants	- 1,1	0,1	7,5	12,3	3,3
Immobilier	- 12,8	- 7,4	17,4	nd	16,8
Information et communication	4,1	4,5	1,6	2,8	4,6
Professions juridiques	- 8,7	- 8,4	12,9	- 4,7	- 10,1
Transports de voyageurs et taxi	- 5,4	- 5,0	9,8	7,2	3,1
Transport autre	4,2	6,0	13,4	6,7	1,7
Autres professions libérales	- 3,9	- 3,3	6,4	4,7	2,4
Autres services aux particuliers	- 0,2	0,2	3,9	1,6	3,2
Construction	- 2,1	- 1,7	6,5	1,7	0,4
Industrie	- 1,3	- 0,7	5,9	1,9	1,4
Commerce	- 1,8	- 1,2	5,4	10,7	3,3
Commerce automobile	- 3,4	- 2,4	8,5	7,9	0,0
Commerce de détail	1,2	2,0	5,0	16,1	4,4
Commerce de gros	- 0,5	0,6	4,5	13,5	4,0
Commerce pharmaceutique	- 2,9	- 3,4	- 14,4	2,6	2,0
Métiers de bouche	- 4,0	- 3,9	1,7	- 1,1	0,4
Indéterminé	5,7	6,9	4,3	nd	7,9
Ensemble	- 3,4	- 2,5	5,3	11,8	2,1

Lecture : dans les services, le revenu d'activité a diminué, en euros constants de 4,9 % en tenant compte des revenus nuls et de 3,4 % sans les prendre en compte. La proportion de revenus nuls a augmenté de 7,7 % ; l'écart interquartile a augmenté de 9,6 % et le rapport D9/Me de 4,8 %.

Champ : France entière.

Source : Insee, base non-salariés.

③ Évolution en euros constants entre 2007 et 2008 du revenu d'activité des indépendants selon l'ancienneté, le sexe ou la région

	Taux de croissance		Répartition de la population		Proportion de revenus nuls	
	Avec les revenus nuls	Sans les revenus nuls	2007	2008	2007	2008
Ancienneté						
Moins de 1 an	- 11,9	- 10,7	11,9	11,0	32,4	33,4
Entre 1 et 5 ans	- 0,6	0,5	36,4	38,7	12,9	13,9
Entre 5 et 10 ans	- 2,7	- 1,6	18,6	18,3	8,5	9,6
Entre 10 et 20 ans	- 4,0	- 3,0	20,5	19,7	7,7	8,7
Plus de 20 ans	- 6,1	- 5,2	12,7	12,3	6,5	7,3
Sexe						
Hommes	- 3,5	- 2,6	72,9	72,4	11,6	12,4
Femmes	- 2,6	- 1,4	27,1	27,6	14,7	15,8
Région						
Ile-de-France	- 5,0	- 4,2	17,0	17,9	16,0	16,7
Province	- 3,4	- 2,5	83,0	82,1	11,8	12,7
Ensemble	- 3,4	- 2,5	100,0	100,0	12,5	13,2

Lecture : pour les entreprises ayant entre 5 et 10 ans d'ancienneté, le revenu d'activité a diminué, en euros constants de 2,7 % avec prise en compte des revenus nuls et de 1,6 % sans les prendre en compte. Ces entreprises représentent en 2008 18,3 % de la population non salariée et ont vu leur proportion de revenus nuls passer entre 2007 et 2008 de 8,5 % à 9,6 %.

Champ : France entière.

Source : Insee, base non-salariés.

population des non-salariés de 2008. Mais sur ce même champ, l'évolution du revenu reste négative dans le secteur de la finance et assurance (- 6,1 %), au sein des professions juridiques (- 7,5 %) et dans l'immobilier (- 8,2 %).

Les revenus d'activité des non-salariés n'évoluent pas uniformément et leur dispersion s'est même accentuée entre 2007 et 2008. L'écart interquartile est ainsi passé de 6,5 à 7,3 et la médiane a légèrement baissé. Dans le même temps, la valeur du dernier décile est restée stable. La hausse de l'écart interquartile a été particulièrement forte dans la finance (+ 20,2 %). À l'opposé, on assiste à une baisse de cet écart chez les professions juridiques (- 4,7 %).

Selon leur ancienneté, la crise a affecté les entreprises à des degrés divers, et a par ailleurs freiné les créations (tableau 3). Ainsi, les non-salariés ayant créé leur entreprise en 2008 représentent par rapport à 2007 une part plus faible de

la population des indépendants, 11 % contre 11,9 %. A l'inverse, la proportion d'entreprises ayant entre un et cinq ans d'ancienneté a augmenté.

Les non-salariés ayant créé leur entreprise depuis moins d'un an connaissent une baisse particulièrement forte de leur revenu d'activité : - 11,9 % en tenant compte des revenus nuls, et - 10,7 % sans. Les entreprises de plus de cinq ans d'ancienneté sont aussi touchées par une baisse significative de leurs revenus, qui atteint - 6,1 % pour les plus anciennes. Les entreprises ayant entre un et cinq ans d'ancienneté apparaissent plus solides, comme en témoigne leur très faible perte de revenu (- 0,6 %).

Par ailleurs, dans la finance et l'assurance, l'Île-de-France accuse une baisse beaucoup plus forte que les autres régions (- 21,7 % contre - 5,7 %). Il en est de même dans l'information et communication (- 1,6 % contre + 8,4 % en province).

Bibliographie

- « Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2007 » Magali Flachère *Insee Première* n° 1306, juillet 2010.
- « Les revenus d'activité des indépendants » *Insee Références*, édition 2009.
- « Les professions libérales en 2007 » Magali Flachère *Insee Première* n° 1282, février 2010.

Sources

La base « non-salariés » utilisée ici est issue d'une source administrative gérée par l'Acos (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), caisse nationale des Urssaf. Celle-ci collecte les cotisations sociales ainsi que la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) assises sur les rémunérations des non-salariés.

Dans le cas d'un entrepreneur individuel ayant un exercice déficitaire, l'Urssaf considère son revenu (assiette de la CSG) comme nul. Dans le cas du gérant, le revenu est fixé par lui-même et il apparaît dans les comptes de l'entreprise. Il ne peut être que positif ou nul. Les résultats sur 2008 ne sont pas directement comparables avec ceux présentés dans l'*Insee Première* n° 1306 « Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2007 » en raison du changement de nomenclature d'activités intervenu en 2008.

Définitions

Revenu d'activité des non-salariés : il s'agit ici du revenu annuel déclaré aux Urssaf pour une année donnée, qu'il corresponde ou non à une activité à temps complet sur toute l'année.

Le concept le plus proche pour les salariés est le **revenu salarial**, c'est-à-dire l'ensemble des salaires perçus au cours d'une année donnée, par un individu donné, éventuellement pour plusieurs postes de travail et quelle que soit sa durée d'emploi sur l'année ou sa quotité de travail.

Ancienneté de l'entreprise : ce concept renvoie ici à l'« âge » de l'entreprise. Il diffère quelque peu de la notion d'ancienneté d'un salarié dans l'entreprise.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2011

Abonnement annuel : ☐ 81 € (France) ☐ 101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Philippe Cotis

Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :

L. Bellin, A.-C. Morin,
C. Perrel, C. Pfister

Maquette : Brigitte Rols

Impression : Jouve

Code Sage IP111362

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2011



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES